

GAGNON, Alain-G. et Michel SARRA-BOURNET, dir., Duplessis.  
*Entre la Grande Noirceur et la société libérale* (Montréal,  
Québec Amérique, coll. « Débats », n<sup>o</sup> 1, 1997), 397 p.

Martin Pâquet

Volume 52, Number 4, Spring 1999

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/005566ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/005566ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Pâquet, M. (1999). Review of [GAGNON, Alain-G. et Michel SARRA-BOURNET, dir., Duplessis. *Entre la Grande Noirceur et la société libérale* (Montréal, Québec Amérique, coll. « Débats », n<sup>o</sup> 1, 1997), 397 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 52(4), 572–574. <https://doi.org/10.7202/005566ar>

## COMPTE RENDU

GAGNON, Alain-G. et Michel SARRA-BOURNET, dir., *Duplessis. Entre la Grande Noirceur et la société libérale* (Montréal, Québec Amérique, coll. «Débats», n° 1, 1997), 397 p.

«Robespierriistes, anti-robspierriistes, nous vous crions grâce: par pitié, dites-nous, simplement, quel fut Robespierre» (*Apologie pour l'Histoire*, p. 119). Le soupir de Marc Bloch pourrait être repris au sujet de Maurice Duplessis. Entre la resucée par Conrad Black de son hagiographie apologétique (*Render Unto Caesar. The Life and Legacy of Maurice Duplessis*, 1998) et les incantations exorcistes de *Cité libre* subodorant la présence actuelle du Malin duplessiste, il demeure encore difficile de comprendre qui fut Duplessis. Pourtant, certains veulent dépasser la mythologie en relevant ce défi, comme en témoigne *La société libérale duplessiste* (1994) de Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin. Prenant prétexte de la teneur polémique de cette ré-interprétation sociologique, l'Institut d'études canadiennes de l'Université McGill a tenu, en 1996, un colloque sur le duplessisme, ses œuvres et ses pompes, dont le présent ouvrage est le fruit.

À l'instar de nombreux actes de colloque maquillés en recueils collectifs, le lecteur sent ici la hâte de publier, la précipitation dans la réflexion d'ensemble, l'envie de battre le fer pendant qu'il est chaud. Sous les abords austères de l'écriture sociographique, *La société libérale duplessiste* procédait méticuleusement, en usant de maintes précautions conceptuelles, à une analyse serrée du discours duplessiste. Ici, la réflexion cède parfois au désir d'en découdre, que ce soit avec la Statue du Commandeur, avec les mânes de son époque ou avec la «prétendue [*sic*] reconstitution du passé» des sociologues (p. 317). Le recueil manque également de liant, compilant de manière quelque peu hétéroclite des souvenirs de Madeleine Parent, de Gérard Pelletier et d'Arthur Tremblay — sûrement pas des nostalgiques! —, des réflexions d'acteurs historiques comme François-Albert Angers, Guy Lamarche ou Michael Oliver et de courtes communications analysant le discours duplessiste, la socio-économie, le politique dans son champ restreint des relations fédérales-provinciales, ainsi que des interprétations générales. Le lecteur se demande encore pourquoi une brève biographie de Jacques Perrault — bien réalisée par ailleurs — se trouve dans un collectif portant sur «la personnalité paradoxale de Maurice Duplessis». De plus, parsemées tout au long de la lecture, les nombreuses erreurs de fond et de forme militent au passif de cette impatience éditoriale.

[1]

Le recueil aurait gagné en cohésion en resserrant davantage la problématique autour d'une discussion des postulats de *La société libérale duplessiste*. Peu d'études dans l'ensemble se risquent sur ce terrain. L'analyse de *ce qu'est* une société libérale dans ce contexte historique particulier demeure relativement décevante, exception faite des textes de Bourque, Duchastel et Beauchemin, ayant entre autres la partie belle de la réplique en clôture du recueil. Insistant à juste titre sur le caractère autoritaire du *Chef*, certains collaborateurs s'arc-boutent sur l'idée même d'étudier Duplessis sous l'angle du libéralisme. Dans un essai fort scolastique reposant sur des conceptions étriquées de l'État et de la société civile, Dorval Brunelle invoque plutôt le fait que les pratiques gouvernementales duplessistes seraient «illibérales» (p. 343), vu qu'il n'existait pas à cette époque de société civile québécoise dotée d'une «étanchéité normative entre les ordres religieux et séculiers à l'intérieur même de son propre Code civil» (p. 344) et que «le principe d'universalité y [serait] inopérant» (p. 346). Mieux ancrée dans la recherche empirique, l'étude de Jacques Rouillard considère que les «valeurs privilégiées» par Duplessis s'inspiraient «non d'un libéralisme conservateur mais du conservatisme clérical» (p. 203-204). Ces deux positions d'analyse privilégient néanmoins des catégorisations figeant abusivement les dynamiques inhérentes aux processus sociohistoriques. Plus que le développement de concepts originaux (p. 115-116), il serait encore plus pertinent, en se penchant sur le phénomène historique du duplessisme, d'historiciser la conceptualisation, afin que cette dernière acquière une dimension pleinement heuristique. Dans ce sens, Jacques Beauchemin déblaie heureusement certains sentiers à propos des notions galvaudées de conservatisme et de traditionalisme (p. 33-54).

Certaines contributions se détachent du lot. Même si la métaphore de la Révolution tranquille voile encore son regard, Jocelyn Létourneau (p. 95-118) propose une relecture de la période d'après-guerre dans «une optique résolument comparatiste» (p. 99). Toujours dans le cadre du renouvellement des modèles analytiques, Gérard Boismenu relance son chantier sur *Le duplessisme* (1981), en offrant son programme de recherche sur le rôle des classes sociales dans l'alliance politique duplessiste (p. 283-315). S'inspirant à bon escient de Robert Putnam (*Making Democracy Work*, 1993), Gilles Paquet avance que la croissance économique sous Duplessis serait fondée sur le soubassement d'un capital social, capital émergeant des structures sociales et s'épanouissant dans les processus normatifs de socialisation (p. 207-228). Il est toutefois permis de demeurer dubitatif devant certaines conclusions néo-libérales de l'économiste (p. 228). D'autres études sont nettement moins convaincantes. Voulant discerner les positions éditoriales du *Devoir* et du *Montreal Gazette* vis-à-vis du gouvernement Duplessis (p. 55-85), Alain-G. Gagnon et Louiselle Lévesque circonscrivent leur corpus aux trente jours précédant chaque élection. Non seulement l'échantillon est très limité, mais il élude les temps forts des relations entre ces quotidiens et le gouvernement, par exemple au moment du scandale du gaz naturel en 1958. Michel Sarra-Bournet, que l'on sait capable de mieux, livre ici un texte brouillon

et schématique sur Duplessis et la pensée économique de l'Église catholique. En quoi l'Église s'incarne-t-elle en un personnage historique (p. 173)? Quel est l'accord écrit conclu entre le gouvernement Duplessis et l'Église permettant de suggérer l'existence d'un concordat (p. 175-177)?

Le lecteur peut aussi déplorer la partialité de certains témoins et analystes. Si l'on ne peut reprocher aux premiers cette attitude, elle pose un problème dans le cas des seconds. Nous sommes en effet en présence de jugements creux, tel que «Maurice Duplessis ne représentait pas ce que la classe politique du milieu du siècle avait de mieux à offrir» (p. 171) ou de procès d'intention, du type que «nous croyons que [Duplessis] subit le système démocratique et il lui aurait probablement préféré un régime plus autoritaire» (p. 204). À ce registre de la démonologie, le texte de Michael Behiels constitue un morceau d'anthologie. De sa lecture de Bourque et consorts, il extrapole une réhabilitation posthume de Duplessis (p. 320-321). Puis, dans une fricassée où mijotent anachronismes, jugements de valeurs et historicisme à la Louis Hartz dans un bouillon conceptuel flou, il affirme allègrement qu'«avant 1960 il existait bien au Québec une société traditionnelle [sic], “fixiste” [sic], autoritaire et cléricale [sic]. Avec la Révolution tranquille, la société québécoise passe de l'État autoritaire, de style médiéval [sic alias!], à l'État-providence, sans connaître la phase de l'État libéral» (p. 322). Enfin, dans une envolée digne d'un éditorial du *Saturday Night*, il clame que l'État sous Duplessis «est devenu l'État le plus régressif du monde occidental» (p. 325). Sans doute, ce jugement de valeur s'étayerait à la comparaison, disons, de l'Argentine de Juan Perón, du Brésil de Getulio Vargas, de la Louisiane de Huey Long ou de l'Alberta d'Ernest Manning. Que penser de cela? Sinon que l'historien se doit, autant que faire se peut, d'exercer une certaine impartialité. En plaçant le passé dans le prétoire (Jean-Noël Jeanneney), il ne contribue ni au développement de la connaissance historique ni à son intelligibilité.

En refermant l'ouvrage, le texte en quatrième de couverture nous avertit que «tout n'a pas encore été dit sur Maurice Duplessis». Rien de plus vrai, en effet. Bloch peut encore soupirer.